

1 Santé publique

- Parlement européen (PE) : règlement concernant les menaces transfrontières graves pour la santé
- Commission européenne : Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA)
- Commission européenne : Avis de préinformation de l'appel FAB UE, élément de la dimension industrielle de HERA
- PE : Résolution sur la transparence de l'Union au regard de la mise au point, de l'acquisition et de la distribution des vaccins contre la COVID-19, et sur HERA
- Des députés européens du groupe des Verts/ALE intentent une action auprès de la Cour européenne de Justice afin de réclamer un accès aux informations relatives aux contrats de vaccins
- 19 ONG du secteur de la santé : HERA doit donner la priorité à l'intérêt général, rendre des comptes aux citoyens et garantir un accès équitable et financièrement abordable aux dispositifs médicaux
- EPHA : HERA défend-elle la santé publique ou s'agit-il d'une politique industrielle déguisée ?
- EXPH : avis sur le soutien à la santé mentale du personnel de santé et des autres travailleurs dans les secteurs essentiels
- Eurofound : COVID-19 : une étape charnière pour une convergence ascendante en matière de santé et de soins de santé dans l'UE ?
- Commission européenne : feuille de route pour la mise en œuvre du Plan européen de lutte contre le cancer

2 Médicaments et dispositifs médicaux

- Conseil : feu vert pour de nouvelles règles concernant l'évaluation des technologies de la santé
- Commission européenne : consultation publique sur la révision de la législation pharmaceutique
- Commission européenne : mise en œuvre progressive du nouveau règlement relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro
- PE : rapport sur une stratégie pharmaceutique pour l'Europe
- Conseil et PE : accord sur le renforcement du rôle de l'Agence européenne des médicaments (EMA)

3 Santé en ligne

- PE : proposition de directive destinée à assurer un niveau élevé commun de cybersécurité dans l'ensemble de l'Union
- Conseil de l'UE : adoption de l'orientation générale de l'Acte sur la gouvernance des données (DGA)
- EuroHPC : inauguration du nouveau superordinateur
- PE : étude sur l'échange des données à caractère personnel suite à l'arrêt Schrems II
- PE : projet de rapport sur l'intelligence artificielle (IA) à l'ère du numérique

4 Politique sociale

- Commission européenne : étude de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les régions ultrapériphériques
- Conseil : adoption du rapport annuel du Comité de la protection sociale (CPS)
- PE : résolution sur l'emploi et les politiques sociales de la zone euro en 2021
- Belgique et Espagne : proposition d'un mécanisme d'alerte en cas de déséquilibre social dans le cadre du « Semestre européen »
- PE : résolution sur l'introduction d'un passeport européen de sécurité sociale (ESSP) pour améliorer la mise en application numérique des droits de sécurité sociale et d'une mobilité équitable
- Commission européenne : groupe de haut niveau sur l'avenir de la protection sociale et de l'État-providence

5 Politique économique

- Commission européenne : onzième rapport au titre de la surveillance renforcée de l'évolution économique en Grèce et des politiques économiques menées dans ce pays
- MES : rapport d'évaluation de l'aide financière apportée à la Grèce

6 Concurrence

- Commission européenne : mesures provisoires visant à éviter que l'acquisition anticipée de GRAIL par Illumina ne cause un préjudice à la concurrence
- Commission européenne : étude sur les tendances du marché dans les services sociaux et de santé et les implications pour les aides d'État de l'UE

7 Financement UE

- Commission européenne : aide à la relance pour la cohésion et les territoires de l'Europe (REACT-EU)
- Commission européenne : soutien à la prise en charge de patients COVID-19 en Roumanie
- Commission européenne : approbation de plans de reprise et de résilience

8 Procédures d'infraction

- Belgique, Chypre et Irlande : contrôle de proportionnalité préalable à l'adoption d'une nouvelle réglementation professionnelle

9 Cour de justice de l'Union européenne

- Arrêt : application de la directive sur le temps de travail pour un travailleur qui exerce une activité professionnelle d'indépendant durant sa garde
- Arrêt : application de la notion de « personne assurée » dans la directive relative aux soins de santé transfrontaliers (2011/24/UE) pour un titulaire de pension qui ne réside pas dans l'État membre débiteur de sa pension
- Conclusions de l'avocat général : obligation de disposer d'une assurance maladie pour quiconque fait usage de son droit de circuler librement

10 Publications

- EOHSP : Résilience des systèmes de santé pendant la crise de COVID-19 : enseignements à tirer pour mieux reconstruire
- EOHSP : Soutien européen au renforcement des systèmes de santé et de soins
- EOHSP : Utilisation d'outils de santé numériques en Europe : avant, pendant et après la pandémie de COVID-19
- Eurohealth : COVID-19 et l'opportunité de renforcer la gestion du système de santé
- OSE: Suppression des inégalités dans l'accessibilité financière aux soins de santé. Analyse d'une enquête réalisée auprès des experts et des parties prenantes
- ESPN : Protection et inclusion sociales : une analyse des réactions politiques à la crise de la COVID-19 dans 35 pays
- FoE : Définir un trajet pour les maladies rares dans l'espace européen des données de santé
- OMS/Europe : les soins de santé sont-ils abordable ? De nouvelles bases factuelles sur la protection financière en Espagne (2021)
- Transfer : Intégration de processus transnationaux dans l'analyse d'un système de soins de santé européen émergent
- Livre : L'interaction entre les normes mondiales et la réglementation pharmaceutique européenne : Le Conseil international d'harmonisation
- OCDE : Panorama de la santé 2021

11 Divers

- EHFG 2021 : Rise like a phoenix – La santé au cœur d'un avenir résilient pour l'Europe
- Commission européenne : programme de travail 2022
- OMS/Europe : recommandations de la Commission paneuropéenne de la santé et du développement durable
- PE : Résolution en vue de la douzième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)
- Communiqué conjoint des ministres des Finances et de la Santé publique du G20

1 Santé publique

➤ **Parlement européen (PE) : règlement concernant les menaces transfrontières graves pour la santé**

Le Parlement a pris position au sujet de la proposition de règlement concernant les menaces transfrontières graves pour la santé (COM(2020) 727 final). Il appelle notamment à davantage de collaboration et de transparence dans le cadre de la passation conjointe de marchés pour contre-mesures médicales.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **Commission européenne : Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA)**

La Commission a présenté sa proposition d'une Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (Health Emergency Preparedness and Response Authority - HERA) afin de prévenir, de détecter et de réagir rapidement aux situations d'urgence sanitaire.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **Commission européenne : Avis de préinformation de l'appel FAB UE, élément de la dimension industrielle de HERA**

La Commission a publié l'avis de préinformation, informant les fabricants de vaccins et médicaments à titre provisoire sur l'appel FAB UE, prévu pour début 2022. FAB UE a pour objectif de mettre en place un réseau de capacités de production « toujours prêtes » pour la fabrication de vaccins et de médicaments qui peuvent être activées en cas de crises dans le futur.

FAB UE jouera un rôle majeur dans la dimension industrielle de l'Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA).

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

➤ **PE : Résolution sur la transparence de l'Union au regard de la mise au point, de l'acquisition et de la distribution des vaccins contre la COVID-19, et sur HERA**

Le Parlement déplore vivement le manque de transparence au regard de l'élaboration, de l'acquisition et de la distribution de vaccins contre la COVID-19. Le Parlement demande une proposition législative en vue de l'achat groupé de vaccins, à l'avenir, ainsi que sur les futurs traitements contre la COVID-19 et les médicaments orphelins, en établissant des dispositions claires sur la transparence et la répartition des compétences entre les acteurs. Le Parlement

critique également le fait que la nouvelle Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA) n'a pas été instituée en tant qu'agence indépendante à part entière, investie d'un mandat pour protéger l'intérêt public.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **Des députés européens du groupe des Verts/ALE intentent une action auprès de la Cour européenne de Justice afin de réclamer un accès aux informations relatives aux contrats de vaccins**

Cinq députés européens du groupe des Verts/ALE intentent une action devant la Cour européenne de Justice, demandant un accès transparent à l'information sur les contrats de vaccins conclus entre la Commission européenne et les fabricants de vaccins.

DOC [EN](#) HTML

➤ **19 ONG du secteur de la santé : HERA doit donner la priorité à l'intérêt général, rendre des comptes aux citoyens et garantir un accès équitable et financièrement abordable aux dispositifs médicaux**

19 organisations représentant les patients, les consommateurs, les professionnels de la santé et la société civile ont adressé au commissaire européen compétent, M. Kyriakides, et aux attachés à la Santé auprès des représentations permanentes des États membres, une lettre commune relative à la mise en place de HERA. Elles insistent sur le fait que HERA doit mettre l'intérêt général à l'avant-plan, doit pouvoir rendre des comptes aux citoyens et doit permettre un accès équitable et financièrement abordable aux dispositifs médicaux.

DOC [EN](#) PDF

➤ **EPHA : HERA défend-elle la santé publique ou s'agit-il d'une politique industrielle déguisée ?**

Dans cette opinion de la European Public Health Alliance (EPHA), HERA ne doit pas se limiter à proposer des avances aux entreprises si elle ne veut pas être perçue comme une politique industrielle déguisée et si elle veut remplir sa mission de santé publique. L'auteur estime que la priorité doit être accordée à une infrastructure de l'UE sans but lucratif.

DOC [EN](#) HTML

➤ **EXPH : avis sur le soutien à la santé mentale du personnel de santé et des autres travailleurs dans les secteurs essentiels**

Le groupe d'experts indépendant sur les moyens efficaces d'investir dans la santé (EXPH) a publié son avis sur le soutien à la santé mentale du personnel de santé et des autres travailleurs dans les secteurs essentiels.

DOC [EN](#) PDF

➤ **Eurofound : COVID-19 : une étape charnière pour une convergence ascendante en matière de santé et de soins de santé dans l'UE ?**

Les conclusions de cette étude révèlent que, de 2008 à 2019, la santé des citoyens de l'UE s'est globalement améliorée et que les résultats en matière de santé entre les États membres se sont rapprochés, mais aussi que les disparités dans les dépenses publiques et la prestation de services de santé ont continué de se creuser. La pandémie de COVID-19 a entraîné de nouvelles divergences. Les auteurs de l'étude soulignent qu'une Union européenne de la santé permettrait idéalement de faire converger les indicateurs de santé et de soins de santé de ses États membres.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Commission européenne : feuille de route pour la mise en œuvre du Plan européen de lutte contre le cancer**

La Commission européenne a publié une feuille de route pour la mise en œuvre du Plan européen de lutte contre le cancer et ses indicateurs d'avancement.

DOC [EN](#) PDF

2 Médicaments et dispositifs médicaux

➤ **Conseil : feu vert pour de nouvelles règles concernant l'évaluation des technologies de la santé**

Les nouvelles règles prévoient que les États membres coopèrent pour mener des évaluations cliniques communes et des consultations scientifiques communes. Ils uniront également leurs forces pour ce qui est d'identifier les technologies de la santé émergentes. Afin de réduire la charge administrative, en particulier pour les petites entreprises, les développeurs de technologies de la santé ne devraient soumettre qu'une seule fois, au niveau de l'UE, les informations requises pour l'évaluation clinique commune.

DOC 1 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

➤ **Commission européenne : consultation publique sur la révision de la législation pharmaceutique**

La Commission a publié une consultation publique sur la révision de la législation pharmaceutique de l'UE. Il s'agit de la dernière étape vers une réforme de cette législation.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **Commission européenne : mise en œuvre progressive du nouveau règlement relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro**

La Commission européenne propose une mise en œuvre progressive du nouveau règlement relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro afin d'éviter toute rupture dans l'approvisionnement de ces produits de santé essentiels.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **PE : rapport sur une stratégie pharmaceutique pour l'Europe**

La commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire du Parlement européen a adopté un rapport d'initiative sur la stratégie pharmaceutique pour l'Europe.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Conseil et PE : accord sur le renforcement du rôle de l'Agence européenne des médicaments (EMA)**

Le Parlement européen et le Conseil sont parvenus à un accord politique sur un renforcement du rôle de l'EMA dans la préparation aux crises sanitaires et pendant celles-ci. Le mandat révisé de l'EMA lui permettra de surveiller de près et d'atténuer les pénuries de médicaments et de dispositifs médicaux lors d'événements majeurs et dans les situations d'urgence de santé publique, tout en jouant un rôle essentiel qui consistera à faciliter le développement et l'approbation plus rapide de médicaments susceptibles de traiter ou de prévenir les maladies en période de crise de santé publique.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

3 Santé en ligne

► PE : proposition de directive destinée à assurer un niveau élevé commun de cybersécurité dans l'ensemble de l'Union

Selon le rapport sur la proposition législative destinée à assurer un niveau élevé commun de cybersécurité dans l'Union, adopté en commission de l'industrie du Parlement européen, les pays de l'UE devraient répondre à des mesures de surveillance et d'exécution plus strictes, et harmoniser leurs régimes de sanction. La nouvelle directive s'appliquerait notamment aux secteurs des soins de santé, de la fabrication de dispositifs médicaux et des fournisseurs numériques. Toutes les moyennes et grandes entreprises dans les secteurs sélectionnés seraient couverts par la législation.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN/NL/FR](#) HTML

► Conseil de l'UE : adoption de l'orientation générale de l'Acte sur la gouvernance des données (DGA)

Le DGA crée un cadre permettant le partage de données industrielles. L'initiative vise à rassembler des données dans le but de fournir la masse critique nécessaire à l'analyse de big data et à l'intelligence artificielle. Le DGA introduit également la notion de l'altruisme en matière de données, qui a trait aux particuliers et organisations qui collectent et partagent des données dans un but non lucratif, pour le bien commun, p. ex. dans la recherche sur la santé. Des pays de l'UE ont proposé d'instaurer des codes d'autorégulation pour ce faire. L'orientation générale confère au Conseil un mandat qui doit servir de base aux négociations avec la Commission européenne et le Parlement.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) HTML

► EuroHPC : inauguration du nouveau superordinateur

L'EuroHPC (High Performance Computing Joint Undertaking) a inauguré, en Bulgarie, un nouveau superordinateur financé par l'UE, qui comptera parmi les 100 ordinateurs les plus puissants au monde. Cet ordinateur a été conçu pour faire partie d'un réseau continental de superordinateurs susceptible d'être utilisé afin d'accélérer la recherche dans différents secteurs. Il encouragera la recherche axée sur les données, dans des domaines tels que la médecine, l'industrie ou la sécurité.

DOC [EN](#) HTML

► PE : étude sur l'échange des données à caractère personnel suite à l'arrêt Schrems II

Cette étude examine les réformes du cadre légal d'échange de données à caractère personnel et autres entre l'UE et les États-Unis qui seraient nécessaires pour garantir la conformité aux exigences du droit européen et le respect des droits des citoyens européens, à la suite de l'arrêt Schrems II de la Cour de Justice de l'Union européenne. Les différences de réglementation en matière d'échange de données de santé sont également abordées.

DOC [EN](#) HTML

► PE : projet de rapport sur l'intelligence artificielle (IA) à l'ère du numérique

Selon le projet de rapport, la réglementation dans le domaine de l'intelligence artificielle doit se concentrer sur le niveau de risque correspondant à un usage spécifique. Le texte précise aussi que le débat public doit se tourner vers le potentiel énorme de l'IA, qui offre à l'humanité une opportunité unique d'améliorer presque tous les aspects de notre vie. Toujours d'après le

projet de rapport, l'IA peut contribuer à lutter contre le changement climatique, les pandémies et la famine dans le monde, et améliorer la qualité de vie par le biais de la médecine personnalisée.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) PDF | DOC 3 [EN](#) HTML

4 Politique sociale

Commission européenne : étude de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les régions ultrapériphériques

Cette étude donne une première vue d'ensemble de l'impact socio-économique de la crise de la COVID-19 sur les régions ultrapériphériques de l'Union européenne, et formule une série de recommandations. Elle analyse l'impact sur des secteurs économiques majeurs, sur la société, le marché du travail et les soins de santé.

DOC [EN](#) HTML

Conseil : adoption du rapport annuel du Comité de la protection sociale (CPS)

Le rapport donne un aperçu de la politique sociale des États membres durant la pandémie de COVID-19, effectue une première analyse de l'impact de la crise sur la protection sociale et propose des orientations pour des mesures de protection sociale en vue de l'après-crise. Le rapport estime que davantage d'efforts doivent être consentis pour protéger le revenu minimum, sans oublier l'accès à des services sociaux de qualité et à des marchés du travail inclusifs. C'est pourquoi il est nécessaire d'investir dans les secteurs de soins sociaux, de soins de longue durée et de la santé.

DOC [EN](#) PDF

PE : résolution sur l'emploi et les politiques sociales de la zone euro en 2021

La résolution souligne que les politiques sociales sont essentielles à la relance économique de l'Europe. Les parlementaires européens sont d'avis que la politique budgétaire doit tenir compte non seulement des indicateurs macro-économiques traditionnels, mais aussi des objectifs sociaux tels que les investissements publics durables et le bien-être. La résolution préconise la création d'un cadre légal européen qui garantit un accès universel à la sécurité sociale, et souligne qu'il est essentiel d'investir davantage dans les soins de santé et les services sociaux, y compris dans les salaires et la formation des travailleurs.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

Belgique et Espagne : proposition d'un mécanisme d'alerte en cas de déséquilibre social dans le cadre du « Semestre européen »

L'Agence Europe fait savoir que la Belgique et l'Espagne ont soumis, à l'occasion du Conseil de l'UE des ministres des Affaires sociales (EPSCO), une proposition visant à introduire un mécanisme d'alerte en cas de déséquilibre social dans le contexte du processus budgétaire du « Semestre européen ». La procédure de déséquilibres sociaux (Social Imbalances Procedure, SIP) est un système de surveillance annuelle des indicateurs sociaux conçus pour détecter les éventuels déséquilibres dans la société, en termes d'emploi, d'enseignement, de protection sociale et de droits sociaux.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

➤ **PE : résolution sur l'introduction d'un passeport européen de sécurité sociale (ESSP) pour améliorer la mise en application numérique des droits de sécurité sociale et d'une mobilité équitable**

Le Parlement invite la Commission à présenter une proposition législative relative à un passeport européen de sécurité sociale (ESSP). Ledit passeport doit viser à assurer une identification, une traçabilité, une agrégation et une portabilité efficaces des droits en matière de sécurité sociale. La résolution s'accompagne d'une question parlementaire sur le sujet, adressée à la Commission au nom de la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

➤ **Commission européenne : groupe de haut niveau sur l'avenir de la protection sociale et de l'État-providence**

La Commission européenne a mis sur pied un groupe d'experts de haut niveau sur l'avenir de la protection sociale et de l'État-providence dans l'UE. Ce groupe se penchera sur l'avenir de l'État-providence, son financement ainsi que ses liens avec l'évolution du monde du travail, et présentera un rapport et des recommandations d'ici fin 2022 sur la façon d'adapter les systèmes de protection sociale et l'État-providence aux évolutions du futur.

DOC 1 [EN/FR](#) HTML | DOC 2 [EN/FR](#) HTML

5 Politique économique

➤ **Commission européenne : onzième rapport au titre de la surveillance renforcée de l'évolution économique en Grèce et des politiques économiques menées dans ce pays**

Ce onzième rapport de surveillance renforcée des engagements pris par le gouvernement grec à l'égard de l'Eurogroupe du 22 juin 2018 évalue également les réformes que la Grèce s'est engagée à accomplir dans le système de santé.

DOC [EN](#) HTML

➤ **MES : rapport d'évaluation de l'aide financière apportée à la Grèce**

Le rapport d'évaluation indépendant, intitulé « Lessons from Financial Assistance to Greece » et publié par le Mécanisme européen de stabilité (MES), évalue l'aide financière accordée à la Grèce en termes de pertinence, d'efficacité, de durabilité, d'efficacité et de collaboration. Il traite principalement du programme MES de 2015 à 2018. L'impact des réformes dans les soins de santé est lui aussi analysé.

DOC [EN](#) PDF

6 Concurrence

➤ **Commission européenne : mesures provisoires visant à éviter que l'acquisition anticipée de GRAIL par Illumina ne cause un préjudice à la concurrence**

En adoptant des mesures provisoires, la Commission entend rétablir et maintenir les conditions d'une concurrence effective à la suite de l'acquisition anticipée de GRAIL par

Illumina, qui est contraire à l'obligation de suspension imposée par le règlement de l'UE sur les concentrations. C'est la première fois que la Commission adopte des mesures provisoires à la suite de la réalisation anticipée et inédite d'une concentration. Illumina et GRAIL sont deux entreprises établies aux États-Unis et sont actives sur le marché européen du séquençage génomique. Toutes deux développent p. ex. des produits dans le domaine du dépistage du cancer.

DOC [EN/FR](#) HTML

Commission européenne : étude sur les tendances du marché dans les services sociaux et de santé et les implications pour les aides d'État de l'UE

Dans le cadre de l'évaluation du régime des aides d'État pour les services sociaux et de santé d'intérêt économique général (SIEG), la DG COMP de la Commission européenne a publié une étude externe sur les tendances du marché dans les services sociaux et de santé et les implications pour les aides d'État de l'UE.

DOC [EN](#) HTML

7 Financement UE

Commission européenne : aide à la relance pour la cohésion et les territoires de l'Europe (REACT-EU)

La Commission a accordé une aide à la relance pour la cohésion et les territoires de l'Europe (REACT-EU) à plusieurs pays, à la suite de la modification de leurs programmes opérationnels (PO) respectifs du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds social européen (FSE). Dans la plupart des pays, les programmes couvrent également des initiatives de soins de santé.

DOC 1 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML | DOC 3 [EN/FR](#) HTML | DOC 4 [EN/FR](#) HTML | DOC 5 [EN/FR](#) HTML | DOC 6 [EN](#) HTML | DOC 7 [EN](#) HTML | DOC 8 [EN](#) HTML

Commission européenne : soutien à la prise en charge de patients COVID-19 en Roumanie

À la suite d'une demande d'aide de la Roumanie, l'Union européenne mobilise une assistance à la Roumanie pour traiter le grand nombre de patients atteints de COVID-19 dans le pays.

L'Union européenne, via son mécanisme de protection civile, a notamment mis à disposition des concentrateurs d'oxygène et des appareils d'assistance respiratoire.

DOC [EN/FR](#) HTML

Commission européenne : approbation de plans de reprise et de résilience

La Commission européenne a approuvé le plan de reprise et de résilience de la Finlande, de l'Estonie, de la Roumanie et de Malte, ouvrant ainsi la voie au versement de subventions européennes dans le cadre du processus de « Facilité pour la reprise et la résilience » (FRR). Les plans de chacun de ces pays comprennent des mesures de réforme et de renforcement des soins de santé.

DOC 1 [EN/FR](#) HTML | DOC 2 [EN/FR](#) HTML | DOC 3 [EN/FR](#) HTML | DOC 4 [EN/FR](#) HTML

► Belgique, Chypre et Irlande : contrôle de proportionnalité préalable à l'adoption d'une nouvelle réglementation professionnelle

La Commission adresse un avis motivé à la Belgique, à Chypre et à l'Irlande car ces pays n'ont pas encore adopté de mesures nationales transposant la directive 2018/958 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions. Cette directive vise à renforcer le marché unique des services en empêchant l'introduction de nouvelles restrictions discriminatoires, injustifiées ou disproportionnées pour les services professionnels. Les professions de soins de santé réglementées sont couvertes par cette directive.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

9 Cour de justice de l'Union européenne

► Arrêt : application de la directive sur le temps de travail pour un travailleur qui exerce une activité professionnelle d'indépendant durant sa garde

Dans son arrêt rendu dans l'affaire C 214/20, la Cour précise qu'une période de garde sous régime d'astreinte assurée par un sapeur-pompier réserviste, durant laquelle ce travailleur exerce, avec l'autorisation de son employeur, une activité professionnelle pour son propre compte mais doit, en cas d'appel d'urgence, rejoindre sa caserne d'affectation dans un délai maximal de dix minutes, ne constitue pas du « temps de travail » au sens de la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail, si les contraintes imposées audit travailleur n'affectent pas significativement la faculté de ce dernier à gérer librement son temps au cours de ladite période.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

► Arrêt : application de la notion de « personne assurée » dans la directive relative aux soins de santé transfrontaliers (2011/24/UE) pour un titulaire de pension qui ne réside pas dans l'État membre débiteur de sa pension

L'affaire C 636/19 porte sur le titulaire d'une pension en vertu de la législation d'un État membre, qui a droit, au titre de l'article 24 du règlement (CE) n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, aux prestations en nature servies par l'État membre de sa résidence pour le compte de l'État membre débiteur de sa pension. La Cour estime que cette personne doit être considérée comme une « personne assurée », au sens de la directive relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers (2011/24/UE), pouvant obtenir le remboursement des coûts des soins de santé transfrontaliers qu'il a reçus dans un État membre tiers, sans être affilié au régime d'assurance maladie obligatoire de l'État membre débiteur de sa pension.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

► Conclusions de l'avocat général : obligation de disposer d'une assurance maladie pour quiconque fait usage de son droit de circuler librement

Dans ses conclusions dans l'affaire C 247/20, l'avocat général dit que :

- Un enfant, qui est un résident de l'Espace économique européen (EEE) et qui a acquis un droit de séjour permanent, n'est pas tenu de disposer d'une assurance maladie complète afin de conserver son droit de séjour permanent.

- Pendant la durée d'un séjour supérieure à trois mois et inférieure à cinq ans dans l'État membre d'accueil, les citoyens de l'Union économiquement inactifs doivent bénéficier d'une assurance maladie complète pour eux-mêmes et pour les membres de leur famille.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

10 Publications

EOHSP : Résilience des systèmes de santé pendant la crise de COVID-19 : enseignements à tirer pour mieux reconstruire

Cette publication de l'Observatoire européen des systèmes et des politiques de santé (EOHSP) identifie 20 stratégies clés, regroupées selon les fonctions des systèmes de santé, jugées comme renforçant la résilience des systèmes de santé face à la COVID-19.

DOC [EN](#) HTML

EOHSP : Soutien européen au renforcement des systèmes de santé et de soins

Cette note stratégique, adressée aux décideurs politiques, vise à exploiter pleinement le potentiel de l'UE en appui des systèmes de santé, en cartographiant les différentes aides disponibles. Selon cette note, il est devenu de plus en plus important de pouvoir faire appel aux aides européennes, notamment pour les États qui ont adhéré à l'Union depuis 2004, et cette importance ne fera que croître dans les années à venir.

DOC [EN](#) HTML

EOHSP : Utilisation d'outils de santé numériques en Europe : avant, pendant et après la pandémie de COVID-19

Cette note stratégique, adressée aux décideurs politiques, fait l'inventaire des différentes façons dont les outils de santé numériques sont utilisés avant et pendant la pandémie. Les auteurs appellent à définir des stratégies actives permettant de tirer profit de l'élan actuel pour davantage recourir aux outils numériques après la pandémie.

DOC [EN](#) HTML

Eurohealth : COVID-19 et l'opportunité de renforcer la gestion du système de santé

Ce numéro spécial d'Eurohealth a pour but de contribuer à renforcer la résilience de la santé publique et des systèmes de santé en abordant les questions de gestion en phase de pandémie.

DOC [EN](#) HTML

OSE: Suppression des inégalités dans l'accessibilité financière aux soins de santé. Analyse d'une enquête réalisée auprès des experts et des parties prenantes

L'Observatoire social européen (OSE) a présenté à des experts et des parties prenantes une série de propositions ayant pour objectif d'améliorer l'accessibilité financière aux soins de santé en Belgique. Cette analyse a été réalisée pour le compte de l'INAMI. Le rapport, contenant les résultats de la consultation, a été transmis au ministre belge de la Santé publique et des Affaires sociales, M. Frank Vandenbroucke.

DOC 1 [NL](#) PDF | DOC 2 [NL](#) - [FR](#) PDF

➤ **ESPN : Protection et inclusion sociales : une analyse des réactions politiques à la crise de la COVID-19 dans 35 pays**

Ce rapport du Réseau européen de politique sociale (ESPN) examine les réponses des politiques nationales (ou régionales) de protection et d'inclusion sociales face à la crise de la COVID-19 dans 35 pays européens, dont les 27 États membres de l'UE. Concernant la question des soins de santé, le rapport constate que la couverture s'est améliorée grâce à une extension ad hoc aux traitements et vaccinations contre la COVID-19, mais que des manquements persistent.

DOC [EN](#) HTML

➤ **FoE : Définir un trajet pour les maladies rares dans l'espace européen des données de santé**

Ce rapport, rédigé par Friends of Europe (FoE), ébauche des principes qui non seulement peuvent optimiser l'usage de données sur les maladies rares, mais qui peuvent aussi servir, de manière plus large, au partage de données médicales dans le cadre du projet d'espace européen des données de santé (EHDS). D'après les auteurs du rapport, les maladies rares peuvent servir d'exemple à un cadre de gestion des données de santé dans l'Union européenne.

DOC [EN](#) PDF

➤ **OMS/Europe : les soins de santé sont-ils abordable ? De nouvelles bases factuelles sur la protection financière en Espagne (2021)**

Ce rapport de l'OMS/Europe observe que les Espagnols sont moins susceptibles de subir des difficultés financières en raison des coûts des soins de santé que les habitants de la plupart des autres pays européens.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Transfer : Intégration de processus transnationaux dans l'analyse d'un système de soins de santé européen émergent**

Selon les auteurs de cet article, plusieurs processus menés à l'échelle de l'UE ont contribué au développement d'un système européen de soins de santé qui se caractérise par l'inégalité, tant dans l'accès des patients aux services qu'en matière de salaires et de conditions de travail des travailleurs de la santé, mais aussi par une grande similarité entre les États membres de l'UE en termes de pressions économiques et financières de la gouvernance européenne sur les soins de santé.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Livre : L'interaction entre les normes mondiales et la réglementation pharmaceutique européenne : Le Conseil international d'harmonisation**

La réglementation des risques est de plus en plus façonnée par l'établissement de normes au niveau mondial. Les lois et règlements qui régissent le secteur pharmaceutique dans l'UE ne font pas exception. Cet ouvrage analyse l'implémentation de normes pharmaceutiques mondiales dans la réglementation pharmaceutique européenne et remet en cause sa légitimité.

DOC [EN](#) HTML

➤ **OCDE : Panorama de la santé 2021**

Le Panorama de la santé (Health at a Glance) fournit un ensemble complet d'indicateurs relatifs à la santé de la population et aux performances du système de santé dans les pays membres de l'OCDE et les principales économies émergentes. Ces indicateurs portent sur l'état

de santé, les facteurs de risque pour la santé, l'accès et la qualité des soins de santé et les ressources disponibles en matière de santé.

DOC [EN](#) HTML

11 Divers

➤ **EHFG 2021 : Rise like a phoenix – La santé au cœur d'un avenir résilient pour l'Europe**

Le Forum européen de la santé Gastein (EHFG) 2021 s'est tenu de manière virtuelle, avec pour thème principal Rise like a phoenix – La santé au cœur d'un avenir résilient pour l'Europe. Les enregistrements des sessions sont disponibles en ligne.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Commission européenne : programme de travail 2022**

La Commission européenne a présenté son programme de travail annuel pour 2022. Une révision de la législation pharmaceutique générale et de la réglementation des médicaments orphelins et pédiatriques est annoncée pour fin 2022. Le programme de travail annonce aussi une stratégie européenne dans le domaine des soins, qui s'étendra de l'aide à l'enfance aux soins de longue durée pour personnes âgées, ainsi que la révision d'une recommandation sur le dépistage du cancer.

DOC 1 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

➤ **OMS/Europe : recommandations de la Commission paneuropéenne de la santé et du développement durable**

Dix-huit personnalités politiques, académiques et scientifiques européennes et leaders internationaux ont rédigé, sous la direction du professeur Mario Monti et pour le compte de l'OMS/Europe, une série de recommandations dans le but de reconsidérer la santé et la politique de santé sous l'angle des pandémies. Ils ont publié leurs conclusions dans un rapport intitulé « À la lumière de la pandémie : une nouvelle stratégie en faveur de la santé et du développement durable (2021) »

DOC 1 [EN/FR](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

➤ **PE : Résolution en vue de la douzième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)**

Dans le projet de proposition de résolution déposée à la suite d'une déclaration de la Commission en vue de la douzième conférence ministérielle de l'OMC du 30 novembre au 3 décembre 2021, le Parlement européen demande la création d'un nouveau comité sur le commerce et la santé, et invite les membres de l'OMC à réviser l'accord sur les ADPIC afin d'améliorer l'accès abordable aux produits de santé ;

DOC 1 [EN](#) - [NL](#) - [FR](#) PDF | DOC 2 [EN](#) HTML

➤ **Communiqué conjoint des ministres des Finances et de la Santé publique du G20**

Les ministres s'engagent à tout mettre en oeuvre pour parvenir à une reprise saine et durable, en renforçant les systèmes de santé nationaux, en les rendant plus inclusifs et résilients, et en garantissant un accès universel aux services de santé, en mettant l'accent sur les soins de première ligne et la réalisation d'une couverture de santé universelle (CSU).

DOC [EN](#) PDF

Brèves sur les soins de santé en Europe

Lettre d'information électronique de l'Observatoire social européen (OSE asbl),
éditée pour le compte de l'INAMI.

Rédaction : Rita Baeten

baeten@ose.be

www.ose.be

La lettre est disponible en anglais, français et néerlandais.

Pour s'abonner à la lettre :

www.ose.be/health_newsletter/